

# Le président français a insisté la prise de responsabilisation des travailleurs d'aide tués avec le président srilankais

NEW YORK, UNITED STATES, June 22, 2023 /EINPresswire.com/ --

Les personnes tuées sont des Sri Lankais travaillant pour l'organisation humanitaire française Action Contre la Faim (ACF) tués au Sri Lanka en 2006. Personne n'a été traduit en justice.

Le président français Emmanuel Macron a été exhorté à rendre des comptes pour le meurtre de 17 travailleurs sri-lankais pour l'Organisation française Action Contre la Faim (ACF) en 2006, avec le président sri-lankais en visite Ranil Wikramasinghe. Cet appel a été lancé par le Premier ministre du gouvernement transnational de l'Eelam tamoul (TGTE), M. Visuvanathan Rudrakamaran.



Les travailleurs humanitaires, qui portaient des T-shirts avec l'emblème d'ACF, ont été forcés de s'agenouiller et mendiaient pour leur vie lorsqu'ils ont été abattus à bout portant. Jusqu'à présent, personne n'a été traduit en justice en lien avec le massacre des travailleurs d'ACF, a déclaré M. Rudrakumar.

Rudrakumar a également attiré l'attention sur le rapport de 2012 du Groupe d'experts des Nations Unies sur la responsabilité au Sri Lanka, nommé par l'ancien Secrétaire général Ban Ki-Moon et dirigé par Charles Petrie, qui indique qu'il existe des rapports crédibles selon lesquels « plus de 70 000 civils sont portés disparus » au cours des dernières étapes de la guerre. Le rapport indique également qu'il existe des preuves crédibles que des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ont été commis. Il a en outre appelé l'attention sur la conclusion du Tribunal populaire de Berlin selon laquelle un génocide avait été commis contre le peuple tamoul.

Link: [https://en.m.wikisource.org/wiki/Report\\_of\\_the\\_Secretary-General%27s\\_Panel\\_of\\_Experts\\_on\\_Accountability\\_in\\_Sri\\_Lanka](https://en.m.wikisource.org/wiki/Report_of_the_Secretary-General%27s_Panel_of_Experts_on_Accountability_in_Sri_Lanka)

Il a également attiré l'attention du président français sur la résolution 30/1 du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en 2015 appelant à une enquête et à des poursuites avec la participation d'experts internationaux, ce qui démontre clairement qu'il n'existe pas de processus national efficace de responsabilisation. La même année, l'ancien Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Al Hussain, a recommandé à Sri Lanka de ratifier le Statut de Rome.

En outre, l'ancienne Haut-Commissaire aux droits de l'homme Bachelet, qui a accusé le Sri Lanka de revenir sur ses promesses de garantir la justice, ainsi que 4 autres anciens Haut-Commissaires, 9 anciens Rapporteurs spéciaux et tous les membres du Groupe d'experts du Secrétaire général des Nations Unies sur le Sri Lanka ont appelé à renvoyer l'affaire du Sri Lanka à la Cour pénale internationale (CPI), dire.

La semaine dernière, en ce qui concerne le prochain examen périodique universel du Sri Lanka, le Luxembourg, le Botswana, l'Équateur et le Timor-Leste ont appelé à la ratification du Statut de Rome (CPI), a déclaré M. Rudrakumar.

Il a appelé le président français à exhorter le président sri-lankais Wickremesinghe à ratifier rétroactivement le Statut de Rome pour inclure le massacre des travailleurs de l'ACF et les crimes internationaux commis pendant les dernières étapes de la guerre.

Rudrakumaran a également attiré l'attention sur la position du peuple tamoul de l'Eelam selon laquelle le référendum est la seule solution à la question nationale tamoule. Ce n'est pas seulement la position populaire, mais aussi une position multinationale et institutionnellement soutenue, a-t-il poursuivi. Le Conseil provincial du Nord au Sri Lanka a adopté une résolution unanime appelant à un référendum, tout comme l'Assemblée de l'État du Tamil Nadu en Inde en 2014. Actuellement, la diaspora tamoule organise des référendums simulés dans diverses parties du monde démontrant cette aspiration politique.

Les Tamouls de l'Eelam espèrent avoir le soutien de la France, berceau du référendum, dans la poursuite du référendum tamoul comme solution à la question nationale tamoule. Nous aurons l'honneur de perpétuer la tradition française du référendum qui, après la Révolution française et les idéaux qu'elle incarne et protège, a été si éloquemment articulée par l'Assemblée constituante française : que la volonté du peuple soit la base de toute gouvernance. Il a félicité le Président français pour le courage moral d'organiser un référendum en Nouvelle-Calédonie.

Rudrakumaran a appelé à exhorter le président sri-lankais Wickremesinghe à organiser un référendum international dans la patrie tamoule et parmi la diaspora tamoule pour résoudre la question nationale tamoule.

Rudrakumaran a également attiré l'attention sur le sixième amendement de la constitution sri-

lankaise qui pénalise le plaidoyer pacifique en faveur d'un État indépendant, qui écrase la liberté d'expression et restreint l'espace politique permettant aux Tamouls de l'île du Sri Lanka d'exprimer leurs aspirations politiques.

Il a lancé un appel pour exhorter le président sri-lankais à prendre les mesures nécessaires pour abroger le sixième amendement.

Le peuple tamoul de l'Eelam se tourne vers la France, en tant que phare de la démocratie et de l'égalité et comme berceau du référendum, pour être guidé et soutenu dans sa propre lutte pour la liberté et la protection de nos droits humains fondamentaux, et vers le peuple français comme un allié, dans un esprit de fraternité. , a déclaré M. Rudrakumaran.

#### INFORMATION SUR LE GOUVERNEMENT TRANSNATIONAL DE L'EELAM TAMOULE (GTET) :

Le gouvernement transnational de l'Eelam tamoul (GTET) est un gouvernement démocratiquement élu de plus d'un million de Tamouls patriotes (de l'île du Sri Lanka) vivant dans plusieurs pays du monde. Le TGTE a été formé après le massacre des Tamouls par le gouvernement sri-lankais en 2009. Le TGTE a organisé à trois reprises des élections supervisées au niveau international parmi les Tamouls du monde entier pour élire 132 membres du Parlement. Il dispose de deux chambres du Parlement : La Chambre des représentants et le Sénat, ainsi qu'un cabinet. Le TGTE mène une campagne visant à réaliser les aspirations politiques des Tamouls par des moyens pacifiques, démocratiques et diplomatiques. Sa constitution lui impose de réaliser ses objectifs politiques uniquement que par des moyens pacifiques. Elle est basée sur les principes de la nation, de la patrie et de l'autodétermination. Le TGTE cherche à ce que la communauté internationale demande des comptes aux auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide contre le peuple tamoul. Le TGTE appelle à un référendum pour décider de l'avenir politique des Tamouls. Le Premier ministre du TGTE est M. Visuvanathan Rudrakumaran, un avocat basé à New York.

Visuvanathan Rudrakumaran

Transnational Government of Tamil Eelam (TGTE)

+1 614-202-3377

r.thave@tgte.org

Visit us on social media:

[Facebook](#)

[Twitter](#)

[Instagram](#)

---

This press release can be viewed online at: <https://www.einpresswire.com/article/640802760>

EIN Presswire's priority is source transparency. We do not allow opaque clients, and our editors try to be careful about weeding out false and misleading content. As a user, if you see something we have missed, please do bring it to our attention. Your help is welcome. EIN Presswire, Everyone's Internet News Presswire™, tries to define some of the boundaries that are reasonable

in today's world. Please see our Editorial Guidelines for more information.

© 1995-2023 Newsmatics Inc. All Right Reserved.